

POINT DE VUE ÉCONOMIQUE

Perspectives provinciales de Desjardins : L'Ontario surpasse le Canada, mais les provinces productrices de pétrole sont toujours les mieux placées pour résister à la tempête qui s'annonce

Par Marc Desormeaux, économiste principal, et Hélène Bégin, économiste principale

Sommaire

- ▶ Nous avons revu à la baisse les prévisions de croissance de la plupart des provinces pour 2023, particulièrement celles de l'Alberta et de la Colombie-Britannique en raison de la faiblesse de la production de matières premières en début d'année. Quant à l'Ontario, la vigueur de l'économie observée au début de 2023 devrait lui permettre d'enregistrer une croissance supérieure à la moyenne nationale.
- ▶ L'économie canadienne n'a pas encore ressenti le plein effet de la forte hausse des taux d'intérêt. À mesure que cet effet se matérialise, la croissance globale ralentira dans la plupart des provinces – mais celles dont l'économie repose surtout sur l'habitation et où les ménages sont les plus endettés le ressentiront plus fortement.
- ▶ L'explosion de la croissance démographique continue de stimuler l'activité économique dans les provinces. Mais elle masque aussi une faiblesse du PIB par habitant et une dépendance accrue à la migration temporaire. Il y a donc un risque que le ralentissement démographique accentue le repli économique à venir.

VUE D'ENSEMBLE

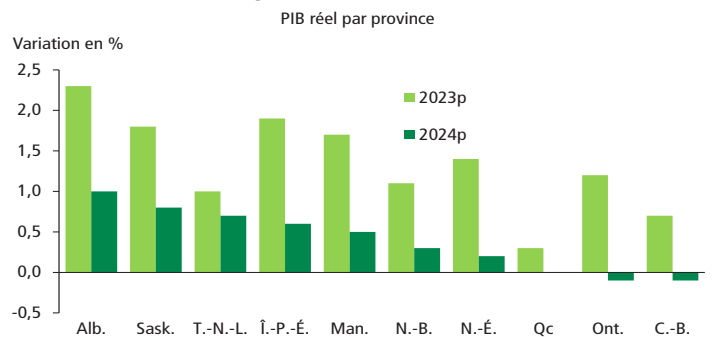
L'Ontario dépasse les attentes

Nous nous attendons toujours à ce que l'activité économique soit plus faible dans la plupart des provinces en 2024 (graphique 1), ce qui reflète nos prévisions de croissance [à l'échelle nationale](#). Cependant, de nouvelles données nous incitent à modifier le classement des provinces en la matière pour cette année.

La croissance du PIB réel de l'Ontario a dépassé le taux canadien au premier semestre de 2023. Ainsi, son expansion globale dépassera presque assurément la moyenne nationale cette année, et ce, malgré les révisions à la baisse de sa croissance au premier trimestre. À l'inverse, compte tenu de ses résultats médiocres au deuxième trimestre, le Québec devrait toujours afficher un retard sur le plan de la croissance cette année.

GRAPHIQUE 1

Les provinces productrices de pétrole sont celles qui devraient le mieux résister à la tempête à venir



La contraction du PIB réel au deuxième trimestre dans les autres provinces, induite par des exportations nettes négatives

(graphique 2), a davantage d'implications pour les prévisions. Cela suggère que la faiblesse antérieure de la production de bois d'œuvre et de pétrole a pesé plus que prévu sur les économies de la Colombie-Britannique et de l'Alberta. La grève au port de Vancouver et les travaux de maintenance dans les sables bitumineux au cours de l'été devraient se traduire par une croissance plus modeste à la mi-2023. Quant aux autres provinces productrices de matières premières, elles doivent composer avec des conditions de sécheresse et des perspectives de production plus limitées pour certains de leurs produits clés.

Les taux d'intérêt et le marché de l'habitation déterminent toujours les projections pour 2024

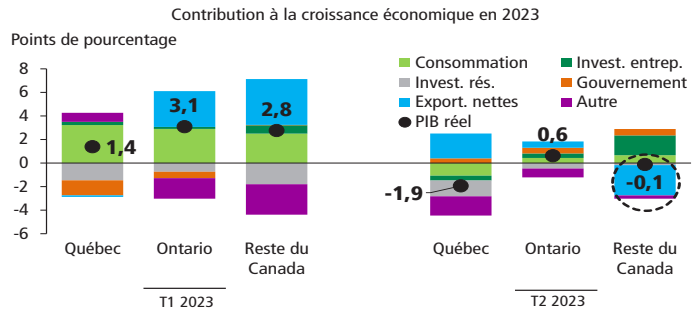
Au-delà de cette année, toutefois, nous continuons de croire que les provinces productrices de pétrole bénéficient de meilleures perspectives que leurs pairs. L'économie canadienne n'a pas encore ressenti tous les effets de la hausse marquée des coûts d'emprunt. À mesure que ceux-ci se matérialisent, c'est l'Ontario et la Colombie-Britannique, où le PIB dépend le plus de l'habitation et où les ménages sont les plus endettés, qui pourraient être les plus durement touchés. D'ailleurs, certains des grands marchés de l'habitation de ces provinces ont déjà connu un recul beaucoup plus marqué que la plupart des autres villes depuis que la Banque du Canada (BdC) a recommencé à relever les taux. En revanche, nous restons d'avis que l'Alberta, la Saskatchewan ainsi que Terre-Neuve-et-Labrador éviteront le pire du ralentissement économique à venir. En effet, des prix solides pour les produits de base, une reprise probable de la production des matières premières et une exposition relativement faible au logement devraient soutenir l'économie de ces provinces.

L'augmentation de la migration temporaire pose un risque baissier

La croissance de la population canadienne a continué de stimuler l'activité économique depuis nos dernières perspectives, mais elle est aussi devenue encore plus tributaire de la migration temporaire. Les admissions de travailleurs temporaires et d'étudiants étrangers tendent à diminuer lorsque la demande de main-d'œuvre décroît, ce qui signifie qu'[un ralentissement de la croissance de la population risque d'accroître le repli économique à venir](#). Ainsi, les Prairies et les provinces maritimes, où la croissance démographique est attribuable à l'arrivée de résidents permanents, à la migration interprovinciale et à une certaine croissance naturelle, sont moins vulnérables à ce chapitre. À l'inverse, le Québec, l'Ontario et la Colombie-Britannique sont plus à risque en raison de l'importance qu'y ont les admissions nettes de résidents non permanents (graphique 3).

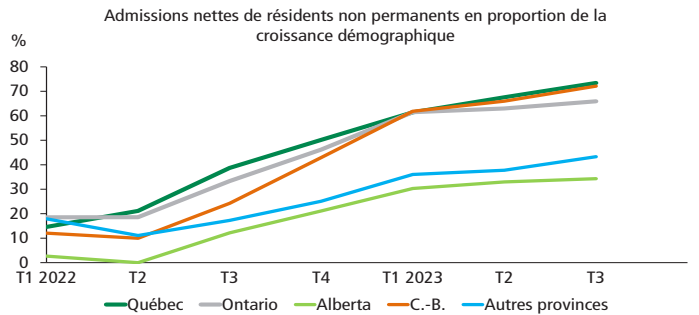
Quoi qu'il en soit, il semble que l'apport de la démographie à la croissance économique globale masque une faiblesse plus importante. Le PIB par habitant, une mesure générale du mieux-être économique, a de nouveau reculé au deuxième trimestre (graphique 4).

**GRAPHIQUE 2
L'activité économique ralentit, les exportations nettes ont nui à la croissance hors du Québec et de l'Ontario au T2**



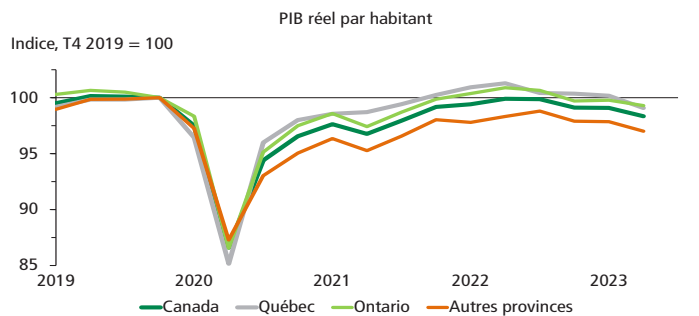
Sources : Statistique Canada, Institut de la statistique du Québec, Ministère des Finances de l'Ontario et Desjardins, Études économiques

**GRAPHIQUE 3
La contribution de la migration temporaire augmente dans la plupart des provinces**



Sources : Statistique Canada et Desjardins, Études économiques

**GRAPHIQUE 4
La forte croissance démographique masque une faiblesse économique dans toutes les provinces**



Sources : Statistique Canada, Institut de la statistique du Québec, Ministère des Finances de l'Ontario et Desjardins, Études économiques

TERRE-NEUVE-ET-LABRADOR

La faiblesse de la production pétrolière, première industrie de Terre-Neuve-et-Labrador, continue de freiner la croissance, mais cet effet devrait se dissiper après 2023. L'activité a repris au champ pétrolière de White Rose à la suite des travaux de maintenance effectués plus tôt cette année (graphique 5). La reprise potentielle des activités à Terra Nova, hors service depuis 2020, représente un potentiel de croissance au-delà de 2023.

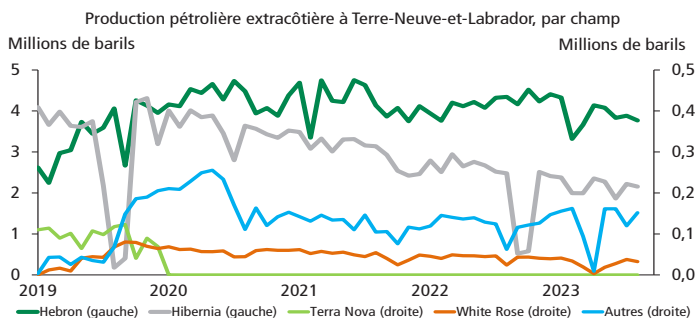
La croissance de la population de Terre-Neuve-et-Labrador est inférieure à la moyenne nationale, ce qui semble s'être traduit par une activité économique plus faible qu'ailleurs. L'embauche et les ventes au détail ralentissent et n'ont pas suivi les gains observés dans les autres provinces. Le recul de la migration interprovinciale et la baisse du télétravail augurent plutôt mal pour la suite, même si le faible apport de la migration temporaire limite le risque d'un déclin démographique plus sévère.

L'abordabilité relativement bonne et une faible dépendance aux secteurs liés à l'habitation demeurent des avantages pour la province. Les hausses de taux n'ont pas touché les ventes et les prix des propriétés aussi durement à Terre-Neuve-et-Labrador qu'ailleurs.

Les activités liées aux grands projets sont également favorables. Parmi ceux prévus en 2023 et en 2024, notons l'expansion du champ pétrolière extracôtier West White Rose et la mine souterraine de Voisey's Bay. Terre-Neuve-et-Labrador trônait toujours au classement des provinces en matière de dépenses en immobilisations non résidentielles réelles jusqu'au deuxième trimestre de 2023.

GRAPHIQUE 5

La fermeture de Terra Nova continue de peser sur la production de pétrole brut



Sources : Office Canada-Terre-Neuve-et-Labrador des hydrocarbures extracôtiers et Desjardins, Études économiques

ÎLE-DU-PRINCE-ÉDOUARD

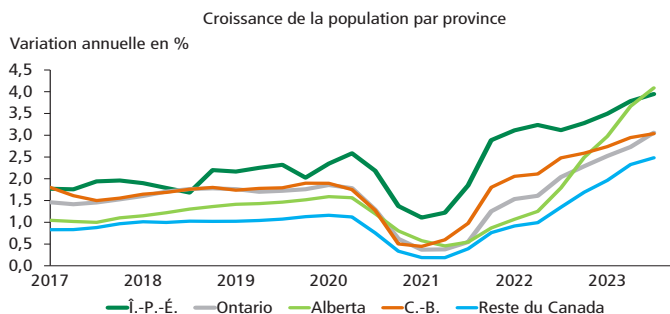
La croissance de la population a depuis longtemps contribué à l'expansion de l'Île-du-Prince-Édouard, et cela n'a pas changé au dernier trimestre. Si la province a été détrônée par l'Alberta au sommet du palmarès des gains annuels de population – pour la première fois depuis 2018 (graphique 6) –, sa croissance démographique demeure généralisée. Son économie est donc moins vulnérable à une diminution de la migration temporaire. Grâce à ce solide apport, la province a continué de bien performer en regard de diverses variables liées au marché du travail et aux dépenses de consommation, même si la construction résidentielle et la croissance du prix des logements ralentissent.

Les gains d'exportation ont également persisté dernièrement, mais les perspectives pourraient s'assombrir. L'industrie alimentaire a été un moteur essentiel. Les exportations de fruits de mer ont continué de croître après les perturbations causées par l'ouragan *Fiona*, mais elles demeurent sous leur niveau de l'année précédente. La valeur des livraisons de pommes de terre est redescendue après le bond suscité par la levée de l'interdiction d'exportation aux États-Unis. De nombreux agriculteurs craignent désormais que le temps frais et humide de l'été ne nuise à la récolte. Et la croissance plus lente escomptée pour les États-Unis et la Chine, les principaux marchés d'exportation de l'Île-du-Prince-Édouard, suggère une baisse des flux commerciaux à l'avenir.

Finalement, nous nous attendons à ce que les taux d'intérêt élevés, qui continuent de gruger le pouvoir d'achat des ménages, aient une incidence considérable sur le tourisme, un secteur important pour la province.

GRAPHIQUE 6

L'Île-du-Prince-Édouard n'est plus au sommet du palmarès de la croissance démographique, mais conserve son élan



Sources : Statistique Canada et Desjardins, Études économiques

NOUVELLE-ÉCOSSE

Les perspectives démographiques de la Nouvelle-Écosse sont solides, mais plutôt mitigées comparativement à celles d'autres provinces. Les gains de population records de la province continuent de dépasser les normes historiques de manière plus marquée que dans bien d'autres régions. Ils contribuent aussi à atténuer les conséquences des taux plus élevés sur le marché de l'habitation. En outre, son marché du travail demeure plus tendu que celui des autres provinces maritimes (graphique 7), malgré l'importance des services financiers à salaires élevés, un secteur qui a connu des pertes d'emplois à l'échelle nationale. Cela limite le risque de baisse lié à de futures mises à pied. Mais la croissance démographique de la Nouvelle-Écosse est plus tributaire de la migration temporaire que celle des autres provinces maritimes, et cette migration devrait ralentir avec le repli économique.

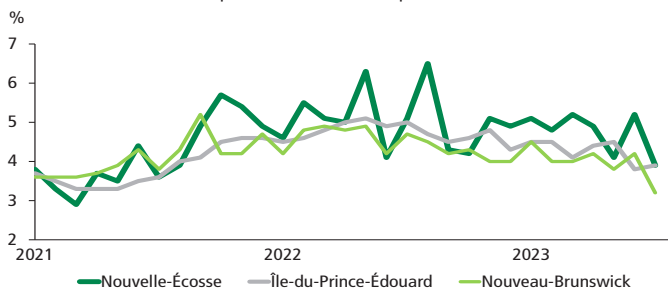
L'économie de la province est également plus axée sur les secteurs liés à l'habitation, lesquels devraient ralentir de plus en plus en raison des taux d'intérêt élevés. Les dépenses de tourisme sont par ailleurs vulnérables à cet égard. Cependant, les ménages de la Nouvelle-Écosse sont moins endettés que la moyenne nationale, et leurs dépenses sont donc moins touchées par les coûts d'emprunt élevés.

L'investissement des entreprises est demeuré assez stable jusqu'à présent et devrait bénéficier de l'ambitieux plan de dépenses en immobilisations de la province à l'avenir. Visant à soutenir les besoins d'une population en croissance, ce plan respectait en grande partie son échéancier lors de la mise à jour financière du premier trimestre, contrairement aux retards observés dans d'autres provinces.

GRAPHIQUE 7

Malgré une croissance record de la population, le marché du travail de la Nouvelle-Écosse demeure tendu

Taux de postes vacants dans les provinces maritimes



Sources : Statistique Canada et Desjardins, Études économiques

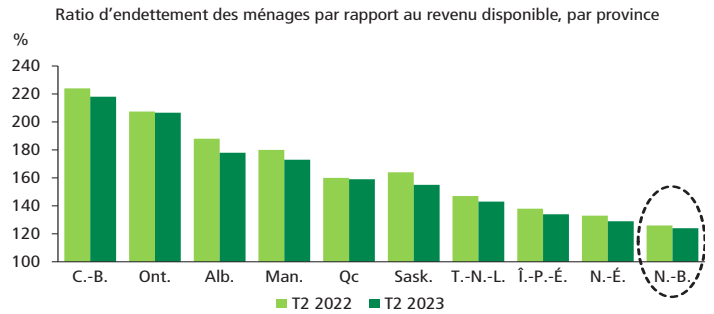
NOUVEAU-BRUNSWICK

Le Nouveau-Brunswick continue de bénéficier des avantages que nous avons précédemment évoqués. La province a enregistré une croissance démographique record au premier trimestre. Comme cette croissance dépend presque à parts égales de l'immigration temporaire et de l'immigration permanente, le Nouveau-Brunswick est moins vulnérable à un éventuel ralentissement démographique – même si le rythme de la migration interprovinciale est redescendu de son niveau record. Cette situation a favorisé de meilleurs résultats sur le marché de l'habitation que dans la plupart des autres régions. Avec son abordabilité relative et le faible niveau d'endettement de ses ménages (graphique 8), la province est moins vulnérable au ralentissement induit par le marché de l'habitation, lequel nuira à la croissance nationale en 2024. Le Nouveau-Brunswick a par ailleurs conservé l'équilibre dans son budget et ses prévisions quant à la baisse du fardeau de la dette durant la pandémie. Les revenus ayant été plus élevés que prévu l'an dernier, le gouvernement dispose d'une marge de manœuvre pour proposer des mesures de soutien économique au besoin.

Malgré tout, des risques subsistent. La faiblesse de la valeur du pétrole brut et des prix des produits forestiers a nui aux exportations et au secteur manufacturier du Nouveau-Brunswick, mais la récente reprise des cours du pétrole pourrait aider pendant les prochains mois. La raffinerie de Saint John, la plus importante au Canada, fait toujours l'objet d'une révision stratégique. Et comme peu de grands projets sont dans les cartons pour les deux prochaines années, l'atteinte des cibles de dépenses en infrastructures, rehaussées à l'automne dernier, sera essentielle à la croissance des investissements à court terme.

GRAPHIQUE 8

Les ménages du Nouveau-Brunswick sont relativement peu endettés



Sources : Statistique Canada et Desjardins, Études économiques

QUÉBEC

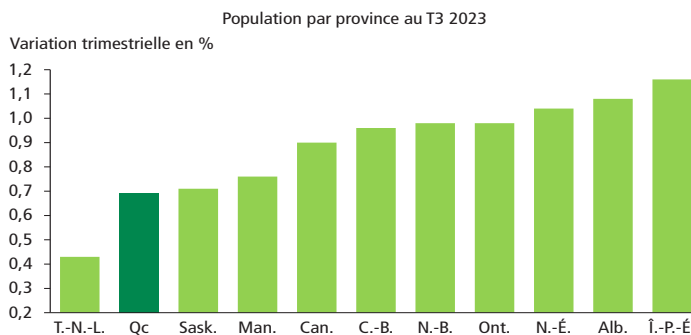
L'économie du Québec est beaucoup plus faible que celle du Canada depuis le début de l'année. La croissance annualisée du PIB réel dans la province a atteint 1,4 % au premier trimestre, comparativement à 2,6 % à l'échelle nationale. Au deuxième trimestre, le recul de 1,9 % de l'activité économique au Québec a été nettement plus prononcé que la contraction de 0,2 % au Canada. Le Québec devrait se situer au bas du classement des provinces sur le plan de la croissance cette année. L'écart entre le Québec et le Canada devrait toutefois s'amoinrir l'an prochain alors que les difficultés économiques devraient s'accroître dans certaines autres provinces.

Deux facteurs en particulier expliquent la faiblesse de l'économie québécoise cette année. Premièrement, malgré le rythme le plus rapide en 50 ans, la croissance démographique du Québec est plus faible que celle de presque toutes les autres provinces (graphique 9). L'économie est donc moins soutenue par les ménages. La consommation réelle a fléchi de 2,0 % au Québec au deuxième trimestre, alors qu'elle est demeurée stable dans l'ensemble au Canada.

Ensuite, la construction résidentielle a connu un recul de près de 40 % depuis le début de l'année, l'une des plus importantes baisses au Canada. En effet, jusqu'à l'an dernier, les appartements locatifs représentaient environ 60 % des mises en chantier. La hausse des taux d'intérêt a particulièrement nui à la construction résidentielle au Québec, en raison de l'accès plus difficile au financement pour les constructeurs d'appartements locatifs. Les baisses de taux d'intérêt que nous prévoyons pour l'an prochain, combinées à l'investissement fédéral-provincial de 1,8 G\$ annoncé récemment dans les logements sociaux et abordables au cours des cinq prochaines années, devraient aider à relancer les mises en chantier au Québec.

GRAPHIQUE 9

Le Québec avant-dernier au chapitre de la croissance de la population



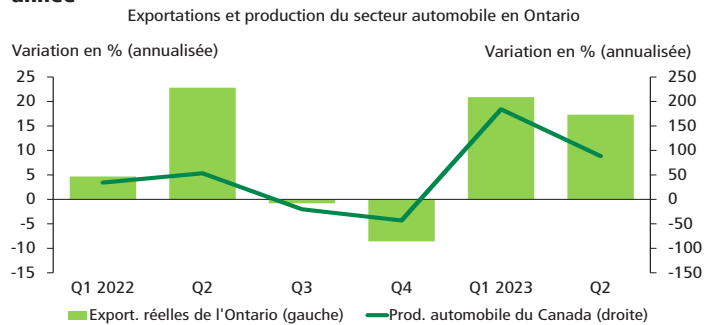
ONTARIO

L'économie de l'Ontario continue de dépasser la moyenne nationale. La province a enregistré sa plus forte croissance démographique en plus de 50 ans, ce qui a soutenu la consommation des ménages. Le répit du côté des taux hypothécaires au début de 2023, lorsque la BdC a interrompu son resserrement monétaire, a entraîné un rebond des ventes de propriétés, ce qui a permis d'éviter une baisse plus marquée de l'investissement résidentiel au deuxième trimestre. De plus, le rebond de la production automobile – après une chute induite par les problèmes d'approvisionnement en 2021 – a joué un rôle favorable majeur. Cette situation a fait augmenter les exportations d'avril à juin 2023 (graphique 10), pendant que le Québec et la Colombie-Britannique étaient aux prises avec des feux de forêt et que l'Alberta subissait une baisse de la production pétrolière.

Les perspectives sont nettement moins positives. La reprise des hausses de taux d'intérêt a nui aux marchés de l'habitation de la province. L'économie demeure très dépendante du logement et des secteurs connexes, comme les services financiers et la construction, qui subiront de plus en plus les effets décalés des taux d'intérêt toujours élevés. Le taux de postes vacants diminue plus rapidement en Ontario que presque partout ailleurs. L'importance de la migration temporaire rend la province vulnérable à un ralentissement démographique. Et Ward Automotive s'attend à une baisse de la production automobile en 2024, moment où l'on prévoit que le ralentissement de la croissance américaine pèsera sur la demande pour les exportations ontariennes.

GRAPHIQUE 10

Le secteur automobile a stimulé le commerce en Ontario cette année



Sources : Statistique Canada et Desjardins, Études économiques

MANITOBA

L'économie du Manitoba affiche toujours une belle vigueur à l'approche de 2024. La province a connu l'un des meilleurs taux de croissance de l'emploi à temps plein depuis le début de l'année. Les secteurs de la construction et des ressources naturelles y ont contribué, alors que les investissements dans les mines se poursuivent cette année. Cela soutient une solide hausse des ventes au détail, de même que des résultats supérieurs à la moyenne pour le marché de l'habitation. Comme le Manitoba est peu dépendant des secteurs liés à l'habitation – ou d'un quelconque secteur, en fait – et que ses ménages sont faiblement endettés, nous nous attendons à ce que les dépenses de consommation y dépassent la moyenne canadienne à l'avenir.

Ses exportations continuent également de surpasser celles des autres provinces, mais les gains récents pourraient ne pas se poursuivre. Le Manitoba a très fortement bénéficié de la hausse fulgurante de la demande chinoise (graphique 11), notamment pour le blé, le soya et le canola. Cependant, les conditions météorologiques qui perturbent le secteur agricole demeurent un risque, et le ralentissement de la croissance en Chine et aux États-Unis pourrait nuire aux exportations dans leur ensemble, y compris dans le secteur pharmaceutique et celui des équipements de transport.

La plateforme électorale du gouvernement néodémocrate nouvellement élu suggère que sa politique budgétaire sera axée sur les dépenses en santé et offrira un certain soutien au portefeuille. Les mesures de soutien au coût de la vie totalisent une somme modeste 185 M\$ (0,2 % du PIB) pour l'an prochain. Mais la toile de fond budgétaire est sujette à de nombreux changements d'ici le début de la période de prévisions du gouvernement.

GRAPHIQUE 11

Le commerce avec la Chine contribue fortement à l'économie du Manitoba



* Selon les données de janvier à août.

Sources : Statistique Canada et Desjardins, Études économiques

SASKATCHEWAN

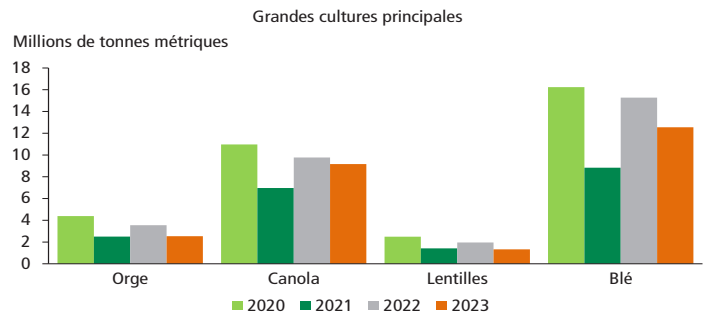
Les perspectives se sont détériorées pour certaines matières premières clés de la Saskatchewan, et nous avons donc revu à la baisse la croissance de la province pour 2023. L'enquête annuelle de Statistique Canada sur les grandes cultures prévoit un recul important de la production agricole en raison des conditions de croissance sèches (graphique 12). Cela fait suite à deux années difficiles pour le secteur, une importante sécheresse ayant entraîné une contraction de la production et mis de la pression sur les dépenses gouvernementales. Des conditions météorologiques plus normales devraient soutenir une reprise l'an prochain, mais la croissance de la Chine demeure un inconnu pour le secteur agricole. Certaines sociétés de potasse ont également réduit leur production en raison de la grève du port de Vancouver.

Mais il y a encore beaucoup d'éléments positifs. La production d'uranium devrait continuer d'augmenter avec la remise en service des mines de McArthur River et de Cigar Lake. La production pétrolière connaît également une hausse, quoique plus lente que ce qui était attendu dans les prévisions budgétaires jusqu'à maintenant. De plus, la première phase de la mine de potasse de Jansen, d'une valeur de 7,5 G\$, se poursuit. Ce projet devrait stimuler l'activité économique, tout comme la construction d'installations de transformation du canola.

Les perspectives du marché du travail sont également encourageantes, malgré une performance plus faible que la moyenne depuis le début de 2023. La Saskatchewan est relativement peu axée sur le marché de l'habitation et les secteurs sensibles aux taux d'intérêt. De plus, son taux de postes vacants, qui n'est inférieur qu'à celui du Québec, laisse entrevoir des conditions de marché du travail serrées qui limiteront les mises à pied à l'avenir.

GRAPHIQUE 12

Le secteur agricole de la Saskatchewan a enregistré une faible production en 2023



Sources : Statistique Canada et Desjardins, Études économiques

ALBERTA

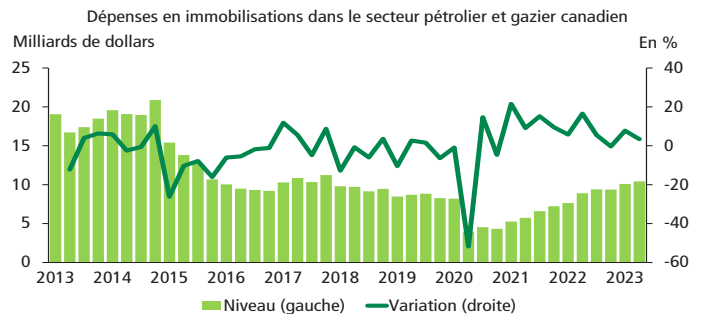
L'économie de l'Alberta semble encore bien placée pour éviter le pire du ralentissement qui se dessine au Canada. Cependant, une période de maintenance prolongée dans les sables bitumineux pourrait affaiblir sa croissance au second semestre de 2023. Considérant que la faiblesse de la production pétrolière de cet été est attribuable à cela et non aux feux de forêt, nous nous attendons à ce que la production rebondisse à l'approche de 2024. Ce scénario est conforme aux prévisions des producteurs, qui tablent sur une capacité accrue au cours des prochaines années.

Les prix du pétrole et les investissements dans le secteur énergétique sont aussi favorables à la province. Les dépenses en immobilisation dans l'industrie sont demeurées solides au deuxième trimestre (graphique 13). Nous avons [révisé à la hausse nos prévisions pour le West Texas Intermediate \(WTI\)](#), et l'actuelle hausse des cours du pétrole est favorable à la rentabilité de l'industrie et les revenus gouvernementaux. Bien que l'escompte entre le prix du pétrole albertain et celui du pétrole américain se soit accru récemment, l'amélioration des capacités de transport grâce à l'expansion du pipeline Trans Mountain plus tard cette année devrait être bénéfique.

Il n'y a pas que le secteur du pétrole et du gaz naturel qui profite à l'économie de l'Alberta. L'investissement des entreprises est également favorisé par les énergies renouvelables. Des prix du pétrole plutôt vigoureux et un dollar canadien faible devraient être profitables pour les fabricants. La croissance de l'emploi est forte. Et la population continue d'augmenter à un rythme équilibré et durable – le meilleur au pays. Ainsi, les marchés de l'habitation de Calgary et d'Edmonton se sont largement remis de la seconde série de hausses des taux d'intérêt.

GRAPHIQUE 13

L'investissement dans le secteur de l'énergie a fait bonne figure en 2023



Sources : Statistique Canada et Desjardins, Études économiques

COLOMBIE-BRITANNIQUE

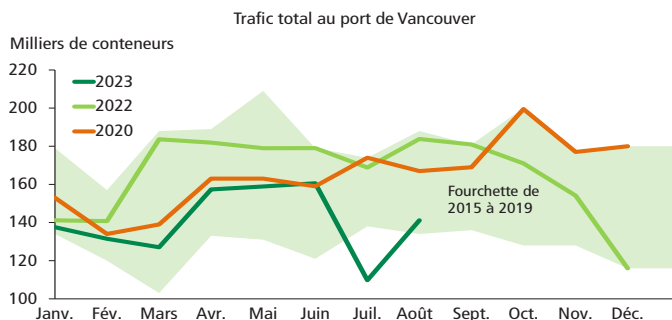
Nous avons révisé à la baisse nos prévisions de croissance pour la Colombie-Britannique en 2023, en grande partie parce que les exportations semblent avoir été plus faibles que prévu. L'effet négatif des exportations nettes sur la croissance de la province au deuxième trimestre suggère que la faiblesse de la production de bois d'œuvre et des exportations au premier semestre de 2023 a contribué à cette situation. La grève au port de Vancouver a ajouté à la faiblesse en juillet, et malgré un rebond en août, les volumes de conteneurs restent inférieurs aux niveaux récents (graphique 14). Les prix plutôt bas pour le gaz naturel et les produits forestiers, combinés à des anticipations de faible croissance en Chine, ont aussi nui au commerce de la province, compte tenu de ses liens économiques étroits avec ce pays.

Les taux d'intérêt toujours élevés devraient continuer de peser sur la consommation et le marché de l'habitation. L'activité sur ce marché a reculé davantage à Vancouver que dans la plupart des grandes villes depuis la reprise du resserrement monétaire. Les consommateurs de la province demeuraient les plus endettés au Canada au deuxième trimestre. De plus, l'économie de la Colombie-Britannique est fortement axée sur le logement. L'emploi et les ventes au détail ont continué d'être à la traîne par rapport à la moyenne nationale depuis nos dernières perspectives.

La province jouit néanmoins d'une situation budgétaire favorable, ce qui lui permettra d'offrir du soutien économique au besoin. Malgré des prévisions de déficit budgétaire plus important au premier trimestre cette année que dans le budget de 2023, la Colombie-Britannique a un fardeau de la dette publique parmi les moins élevés des provinces canadiennes.

GRAPHIQUE 14

Le commerce était déjà en baisse avant la grève au port de Vancouver en juillet



Sources : Port de Vancouver et Desjardins, Études économiques

SOMMAIRE DES PRÉVISIONS

TABLEAU 1

Canada : principaux indicateurs économiques par province

	2019	2020	2021	2022p	2023p	2024p
MOYENNE ANNUELLE EN % (À MOINS D'INDICATION CONTRAIRE)						
Croissance du PIB réel* – Canada	1,9	-5,1	5,0	3,4	1,1	0,1
Terre-Neuve-et-Labrador	4,0	-4,6	0,6	-1,7	0,8	0,7
Île-du-Prince-Édouard	4,5	-1,6	7,9	2,9	2,0	0,5
Nouvelle-Écosse	3,4	-3,5	6,2	2,6	1,5	0,3
Nouveau-Brunswick	1,3	-2,7	5,9	1,8	1,1	0,3
Québec	2,8	-5,0	6,0	2,6	0,3	0,0
Ontario	2,1	-4,7	5,2	3,7	1,1	-0,1
Manitoba	1,2	-4,4	1,8	3,9	1,7	0,5
Saskatchewan	-0,4	-4,8	-0,9	5,7	2,3	0,7
Alberta	0,1	-8,0	4,8	5,1	2,4	1,0
Colombie-Britannique	2,6	-3,0	6,1	3,6	0,7	-0,1
Croissance du PIB nominal* – Canada	3,5	-4,5	13,6	10,9	2,1	2,4
Terre-Neuve-et-Labrador	3,6	-10,0	17,7	12,1	-3,3	4,2
Île-du-Prince-Édouard	6,5	1,4	14,3	8,4	2,9	2,0
Nouvelle-Écosse	4,4	0,0	10,9	6,7	2,2	1,5
Nouveau-Brunswick	2,4	-1,6	13,8	8,4	1,4	1,9
Québec	4,6	-1,9	11,8	9,6	3,1	2,0
Ontario	3,9	-2,9	10,3	9,2	3,6	1,9
Manitoba	1,7	-1,3	8,4	9,8	2,4	2,5
Saskatchewan	1,0	-7,6	13,1	16,3	-1,3	3,7
Alberta	1,7	-15,7	26,2	18,7	-1,0	4,5
Colombie-Britannique	3,9	-0,7	14,2	10,6	1,6	2,3
Taux d'inflation global – Canada	1,9	0,7	3,4	6,8	3,8	2,5
Terre-Neuve-et-Labrador	1,0	0,2	3,7	6,4	3,4	2,0
Île-du-Prince-Édouard	1,2	0,0	5,1	8,9	3,1	2,5
Nouvelle-Écosse	1,6	0,3	4,1	7,5	4,0	2,4
Nouveau-Brunswick	1,7	0,2	3,8	7,3	3,8	2,1
Québec	2,1	0,8	3,8	6,7	4,5	2,6
Ontario	1,9	0,6	3,5	6,8	3,7	2,3
Manitoba	2,3	0,5	3,2	7,9	3,8	2,3
Saskatchewan	1,7	0,6	2,6	6,6	4,0	2,4
Alberta	1,7	1,1	3,2	6,5	3,3	2,3
Colombie-Britannique	2,3	0,8	2,8	6,9	3,7	2,2
Croissance de l'emploi – Canada	2,1	-5,6	5,0	4,0	2,2	0,3
Terre-Neuve-et-Labrador	1,6	-6,4	3,6	4,3	1,8	0,1
Île-du-Prince-Édouard	3,3	-3,5	4,1	5,3	5,1	0,6
Nouvelle-Écosse	2,8	-4,6	5,6	3,6	2,1	0,2
Nouveau-Brunswick	0,5	-3,0	3,2	2,7	3,1	0,4
Québec	1,7	-5,4	4,3	3,0	2,4	0,4
Ontario	2,5	-5,4	5,2	4,6	2,3	0,1
Manitoba	1,2	-4,3	3,7	3,2	2,1	0,4
Saskatchewan	1,7	-5,0	2,6	3,5	1,1	0,8
Alberta	1,1	-7,0	5,5	5,2	3,2	0,8
Colombie-Britannique	2,6	-6,2	6,2	3,1	1,2	0,1
Taux de chômage – Canada	5,7	9,7	7,5	5,3	5,5	6,9
Terre-Neuve-et-Labrador	12,2	14,5	13,1	11,2	9,5	10,4
Île-du-Prince-Édouard	8,7	10,7	9,9	7,5	7,7	9,3
Nouvelle-Écosse	7,4	9,9	8,6	6,6	6,7	7,9
Nouveau-Brunswick	8,2	10,3	9,1	7,2	7,0	7,9
Québec	5,1	8,9	6,1	4,3	4,3	5,3
Ontario	5,6	9,8	8,1	5,6	5,7	7,4
Manitoba	5,3	8,2	6,4	4,5	5,0	6,3
Saskatchewan	5,5	8,3	6,5	4,7	5,0	6,1
Alberta	6,9	11,4	8,5	5,8	6,0	7,2
Colombie-Britannique	4,8	9,1	6,5	4,6	5,4	6,9

* Les chiffres de 2022 proviennent des estimations préliminaires du PIB réel par industrie.

p : prévisions

Sources : Statistique Canada, Institut de la statistique du Québec, Ministère des Finances de l'Ontario et Desjardins, Études économiques.